

20
25

Ecole d'été en Ecologie Politique

Newsletter

JUSTICE SOCIALE

subsister
l'énergie
verte

Changement
climatique

Féminisme

ECOLOGIE
POLITIQUE

Les
connaissances
autochtones

Syndicats

Rosa Luxemburg Stiftung



CONTENTS

1. Editorial
2. Ecole d'été en écologie politique 2025 (28-30 Juillet 2025)
3. Renforcement de capacité des militantes de la CGT-B
4. Projet de renforcement de la résilience des populations à Ziguinchor.
5. Lancement des table-rondes Graine de Paix 2025
6. Crise climatique, risques financiers et stratégie de substitution des énergies vertes
7. Entretien avec Frank Obayan Halim sur les systèmes de connaissances autochtones
8. Qu'est-ce que l'appel « 10% pour tous »?
9. Partenaires de RLS au Nigeria financés par la Commission Européenne

Cher(e)s lecteur(trice)s

Nous avons le plaisir de vous présenter le deuxième numéro de notre Newsletter 2025. Comme vous le savez sans doute, l'une des missions de RLS Afrique de l'Ouest est de réfléchir avec nos différents partenaires, sur des problématiques qui sont utiles et pertinentes pour la sous-région ouest africaine et qui peuvent contribuer à améliorer le futur des populations. Ce numéro revient sur quelques activités menées dans la sous-région, avec la collaboration de divers partenaires. Il s'agit principalement de :

- Des activités de la CGT-B (Confédération générale des travailleurs du Burkina-Faso) avec les forums des jeunes et des femmes ;
- Des activités de Carrefours citoyens (activité de renforcement de capacités);
- D'un résumé de l'Appel 10 pour cent pour la réduction des dépenses militaires;
- D'un résumé d'un article sur la crise climatique rédigé par Dr Pape Mamadou Touré ;
- D'un compte-rendu d'une activité financée par l'Union européenne et organisée par RLS au Nigeria
- D'une interview du Doctarant en Connaissances locales en Afrique 'un jeune étudiant (Frank Obanya Halim)

Bonne lecture !

Claus-Dieter Koenig
 Directeur RLS Afrique de l'Ouest

L'écologie politique analyse les relations interdépendantes et complexes entre les facteurs politiques, économiques et sociaux et leurs effets sur les systèmes écologiques dont nous dépendons tous pour notre survie. Au fond, elle cherche à comprendre comment la dynamique du pouvoir, les structures de gouvernance et les institutions sociales influencent les résultats environnementaux. Elle met en lumière la manière dont les décisions prises par les individus, les entreprises et les gouvernements ont un impact sur l'environnement et comment les défis écologiques peuvent, à leur tour, remodeler les structures sociales et politiques.

L'importance d'adopter une perspective d'écologie politique réside dans sa capacité à révéler les injustices sous-jacentes et les déséquilibres de pouvoir dans la gestion de l'environnement. Tout cela peut sembler lointain et ésotérique, mais considérez ceci : les politiques et les systèmes utilisés pour contrôler l'eau dans un pays donné déterminent en fin de compte quelles entreprises agricoles réussissent et lesquelles échouent. Pourquoi les vagues de chaleur, les tempêtes, les ouragans, les tornades, les crues soudaines, l'érosion côtière, etc. touchent-ils davantage les pauvres que les riches ? Les riches peuvent s'offrir des propriétés de premier ordre sur des terres sûres, tandis que les pauvres n'ont d'autre choix que de vivre dans des zones exposées aux catastrophes.

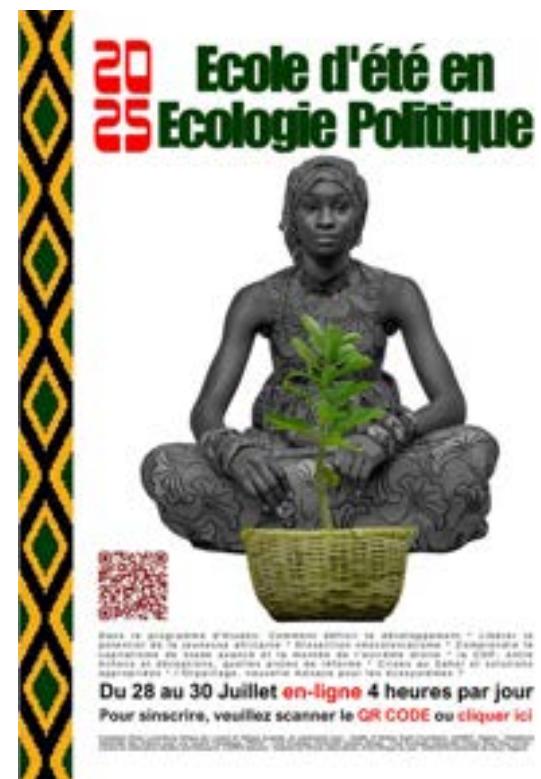
La prise de conscience d'une bonne gestion de la nature, de notre place et de notre impact au sein de l'écosystème général est une condition préalable à une transformation socio-écologique réussie. En soulignant que les questions écologiques sont étroitement liées aux facteurs sociaux et politiques, l'écologie politique plaide en faveur d'approches plus holistiques et plus équitables.

En soulignant que les questions écologiques sont étroitement liées à des facteurs sociaux et politiques, l'écologie politique plaide en faveur d'approches plus holistiques et plus équitables de la gouvernance environnementale. Elle incite les décideurs politiques à se demander qui est concerné par les décisions environnementales et les exhorte à donner la priorité aux efforts de durabilité qui profitent à toutes les parties prenantes, en particulier aux populations vulnérables.

Tout le monde s'accorde à dire que nous avons besoin d'une vaste transformation socio-écologique qui ramène l'activité humaine sur le système terrestre à l'intérieur des limites planétaires. Cependant, tant en ce qui concerne la manière dont nous parlons de ces sujets que les termes que nous employons, tout le monde n'est pas toujours sur la même longueur d'onde. Pour compliquer encore les choses, l'état actuel de la géopolitique mondiale révèle un grand nombre de réalignements et d'implications pour le monde que nous allons léguer aux générations futures. Alors qu'il y a quelques décennies, les campagnes étaient axées sur un seul sujet, comme l'interdiction des OGM, la plantation d'arbres et la conservation de l'eau, les luttes d'aujourd'hui sont devenues plus techniques, avec une dépendance croissante à l'égard d'avocats et d'experts spécialisés, les « experts techniques », qui passent beaucoup de temps à produire des documents très techniques dans des textes très difficiles.

Cette école d'été/hiver d'écologie politique offre l'opportunité aux activistes et aux universitaires de se plonger dans le vocabulaire et les priorités d'une nouvelle ère, tout en ayant la possibilité de se familiariser avec le monde de l'écologie politique.

Roland Ngam/ Ibrahima Thiam



Un espace de plus en plus contesté avec un nouveau comportement dialectique

Depuis un certain temps, les processus multilatéraux sont de nature très déterministe, les pays cherchant constamment soit à botter en touche, soit à demander à quelqu'un d'autre de faire le gros du travail. Cela rend les processus tels que la Conférence des Parties (COP) très frustrants et l'activité des ONG inefficace. L'abandon de ces espaces contestés ne peut qu'engendrer davantage de frustration, car le véritable pouvoir vient des États qui travaillent ensemble à l'adoption d'une législation significative.

En partenariat avec

§ Université Gaston Berger, Sénégal
 § Université à OSUN State , Nigéria
 § CARES Mauritius
 § Université aux Seychelles

§ Université Alioune Diop de Bambey, Sénégal
 § Université Cheick Anta Diop, UCAD, Sénégal
 § IFAA South Africa
 § Health of Mother Earth Foundation

SÉMINAIRE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES MILITANTES DE LA CGT-B EN VUE DE
LEUR RESPONSABILISATION DANS LES STRUCTURES DIRIGEANTES DE LA CONFÉDÉRATION
(30 ET 31 MAI 2025 OUAGADOUGOU)



Le thème de ce séminaire a tourné autour de la question suivante : Quelles contributions des femmes militantes de la CGT-B face à la situation nationale marquée par la crise sécuritaire, la remise en cause des conquêtes sociales et des libertés démocratiques » ; la présentation a été faite par le camarade OUANGRE Norbert ; l'activité aura réuni 42 participants.

Il s'agissait dans un premier temps de faire une analyse des régimes d'exception au Burkina-Faso et de revenir sur les régimes d'exception et les violations des libertés démocratiques. Le Burkina-Faso a connu une dizaine de coup d'Etat des indépendances formelles à nos jours, mais ces coups d'Etat n'ont apporté aucun changement fondamental. Au contraire, l'on constate une aggravation de la situation sécuritaire et humanitaire et des atteintes de plus en plus marquées aux libertés fondamentales : arrestations arbitraires, des enlèvements, des disparitions forcées, la banalisation de la vie humaine, la vie chère, etc sont le quotidien des burkinabè.

La deuxième communication s'intitulait : Relecture du code des personnes et de la famille : un recul pour les droits des femmes ? » et a été présentée par KOUANDA ZONGO Habibou ; il s'agissait d'apprécier les conditions de vie et de travail des militantes en particulier et de la femme en général ; il semblerait ici qu'il y ait une certaine forme de rupture d'égalité entre les hommes et les femmes avec la modification du code de la famille intervenue sur deux points majeurs : la possibilité pour un homme marié sous le régime monogamique d'opter pour la polygamie, avec le « consentement » de la première épouse, et la reconnaissance des mariages coutumiers et religieux au même titre que le mariage civil. Les conséquences pour les femmes sont de plusieurs ordres, notamment une dépendance économique ; en effet, beaucoup de femmes sont financièrement dépendantes de leur mari. Refuser la polygamie pourrait signifier la précarité ou même un sevrage économique sévère ; autre conséquence, du point de vue de l'influence des traditions et de la religion : dans certains milieux, la polygamie est légitimée et valorisée. Une femme qui refuserait cette coutume risque d'être jugée négativement par sa communauté et les autorités religieuses.

L'activité fut aussi l'occasion de mobiliser et d'échanger de manière approfondie sur les préoccupations des femmes. Dans le cadre des échanges, un certain nombre de recommandations ont été faites portant sur la nécessité de pérenniser cette activité, mais aussi de l'étendre dans les régions pour toucher le maximum de femmes, en outre, de multiplier les activités entrant dans le cadre de la mobilisation et de la sensibilisation des femmes.



PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS ET SOUTIEN INCLUSIF DE LA COEXISTENCE PACIFIQUE DES COMMUNAUTÉS IMPACTÉS PAR LE CONFLIT DANS LA RÉGION DE ZIGUINCHOR.



Le 27 février 2025, Carrefours citoyens a organisé un atelier d'évaluation du projet financé par la Fondation Rosa Luxemburg, à Bignona ; cette activité a réuni une trentaine de participants sur le thème central du projet qui est le suivant : renforcement de la résilience des populations et soutien inclusif de la coexistence pacifique des communautés impactés par le conflit dans la Région de Ziguinchor.

Les objectifs spécifiques de l'atelier ont tourné autour des aspects suivants :

1. Renforcement des capacités communautaires sur les outils de prévention des conflits, facilitant le retour et l'intégration des personnes déplacées.
2. Évaluation de l'impact de la gestion de l'accord de dépôt des armes et de l'insertion des ex-combattants, notamment sur la circulation des armes.
3. Analyse participative des activités réalisées avec les bénéficiaires du projet.

La méthodologie de l'évaluation

- Approche participative, atelier de groupes de discussion, restitutions en plénières.
- Échantillon : bénéficiaires directs, leaders communautaires, autorités locales, représentants de la société civile.
- Échanges avec les participants représentatifs de bénéficiaires (femmes, jeunes, leaders communautaires, ex-combattants).
- Groupes de discussion pour recueillir les perceptions collectives sur la pertinence et l'impact des activités.
- Grilles d'évaluation participative utilisées pour noter la satisfaction, l'appropriation et la durabilité perçue.

3 Maires Présents (Niaguis, Suelle, Djibidione)

Au final, les participants ont remercié FRL pour le soutien financier indispensable au projet ainsi que pour son accompagnement constant. Les bénéficiaires du projet ont eux aussi exprimé leur satisfaction globale et ont estimé que les différentes formations organisées furent utiles et adaptées au contexte local. En effet, les participants ont acquis des compétences sur les mécanismes d'alerte précoce, la médiation communautaire et la gestion non violente des tensions. Toutefois, ils ont souhaité que les actions soient élargies à d'autres zones fortement impactées par le conflit.

Résultats

Les principaux résultats qui découlent du projet et des différentes activités développées sont :

- L'implication des autorités traditionnelles et des femmes médiatrices qui constituent un levier puissant pour la prévention des conflits.
- La circulation résiduelle d'armes nécessite un suivi communautaire renforcé et des partenariats avec les forces de sécurité.
- Approche inclusive ayant permis la participation des femmes et des jeunes.
- Renforcement du dialogue communautaire, notamment autour des mécanismes endogènes de gestion des conflits.
- Effets visibles sur la cohésion sociale, surtout dans les zones ayant bénéficié d'un accompagnement psychosocial.

Principaux défis

- Inégalités d'accès aux AGR, notamment pour les femmes rurales sans statut foncier.
- Suivi post-formation insuffisante pour certains bénéficiaires.
- Faible couverture géographique de certaines interventions (ex. appui psychosocial limité à quelques localités).

Recommandations

- Renforcer les comités locaux de paix avec un appui technique et logistique.
- Intégrer des indicateurs de suivi sur la réintégration des ex-combattants dans les prochaines phases.
- Formaliser les mécanismes de retour d'expérience pour capitaliser les bonnes pratiques.
- Étendre les formations pratiques sur la gestion des conflits à d'autres villages.
- Renforcer l'accompagnement économique des femmes et jeunes formés.
- Mettre en place un mécanisme de suivi communautaire pour pérenniser les acquis.

Perspectives

Afin de consolider les dynamiques de paix et de cohésion sociale, plusieurs besoins ont été identifiés, notamment pour les femmes et les jeunes :

- Formation des femmes médiatrices communautaires sur la prévention des conflits, la gestion des tensions foncières et la médiation intergénérationnelle.
- Renforcement des capacités des comités locaux de paix sur les mécanismes d'alerte précoce, la documentation des incidents et la réponse communautaire.
- Ateliers sur la gouvernance inclusive et la participation des femmes aux instances de décision locales.
- Appui à l'entrepreneuriat féminin comme levier de stabilisation économique et de prévention des tensions liées à la précarité.
- Sensibilisation sur les droits humains et la Résolution 1325 pour renforcer la légitimité des femmes dans les processus de paix.

Pour assurer la continuité des efforts de stabilisation, un plaidoyer ciblé est recommandé :

- Élaboration d'une note de plaidoyer à destination des autorités locales, des partenaires techniques et financiers, et des parlementaires engagés dans la paix.
- Renforcement des alliances avec les OSC féminines et les réseaux de médiation pour porter une voix collective sur les enjeux de sécurité humaine.
- Intégration des résultats du projet dans les politiques locales de développement et de sécurité communautaire.
- Mobilisation des médias communautaires pour diffuser les messages de paix et de cohésion sociale.

PARTICIPATION DYNAMIQUE DE LA JEUNESSE DE YOPOUGON AU LANCEMENT DES TABLE-RONDES GRAINES DE PAIX 2025



Rosa Luxemburg Foundation et ONG Opinion Éclairée (OP-E), ont lancé l'édition 2025 des table-rondes "Graines de Paix" à Abidjan-Yopougon, le samedi 28 juin 2025 avec une participation dynamique des jeunes.

Mobilisés autour du thème , "ÉLECTIONS APAISÉES : MYTHE OU RÉALITÉ EN CÔTE D'IVOIRE ?", ce sont 105 participantes et participants venus des différents quartiers de la commune qui ont pris part à la rencontre.

Les interventions de qualité ont enrichi ce moment de dialogue social et politique.

Dr. Anne-Nadege Assahon, Docteure en Philosophie politique et sociale et Dr. Christophe Kouame, Spécialiste en Politiques publiques et Gouvernance, Fondateur de CIVIS Côte d'Ivoire ont entretenu la jeunesse sous la modération Mme Christiane Laure Mahilé, Journaliste Reporter Radio.

Les panélistes ont répondu aux questions et commentaires des participants dans une bonne ambiance tout en leur recommandant de relayer le message de paix dans les différents quartiers de la commune.



Ibrahima Thiam

Les systèmes de savoirs autochtones suscitent un regain d'intérêt à travers le pays, voire sur tout le continent. Que signifie pour l'Afrique ce retour aux sources ?

Cela signifie beaucoup. Cela signifie que nous commençons à penser différemment. Nous posons désormais des questions africaines pour obtenir des réponses africaines. Cela marque le début d'un voyage, avec une vision, des objectifs et un plan clair.

Cela implique de réexaminer nos systèmes de savoirs autochtones et de reconnaître leur efficacité – de la médecine à l'agriculture, des arts à la poésie, et toutes les autres activités traditionnelles qui ont rendu nos sociétés uniques et résilientes. Ces systèmes, transmis par nos ancêtres, ont beaucoup à offrir au monde d'aujourd'hui.

Cela signifie également que nous pouvons désormais être fiers de ce que nous sommes en tant que peuple. Nous ne devons pas nous fier uniquement aux épistémologies occidentales, ni même à des systèmes de plus en plus influents comme ceux de la Chine. Nous devons ressusciter et nous réapproprier nos propres épistémologies afin de garantir que les solutions que nous proposons soient ancrées dans nos valeurs, notre contexte et nos réalités.

Qu'il s'agisse du changement climatique, de la pauvreté, de la faim ou d'autres préoccupations majeures soulignées dans les 17 Objectifs de développement durable (ODD), nous devons élaborer des solutions africaines originales, et non pas simplement adopter celles issues des paradigmes occidentaux. En résumé, nous explorons cette voie.

Avons-nous emprunté la mauvaise voie depuis trop longtemps ? En prenons-nous seulement conscience maintenant, ou explorons-nous de nouvelles directions ?

Disons-le ainsi : nous sommes la plus ancienne race sur Terre, avec plus d'expérience que tout autre groupe. Nos façons de percevoir la réalité, notre compréhension du temps et notre mémoire collective offrent de riches exemples et perspectives. Cette expérience nous permet d'examiner nos propres défis et de proposer des solutions authentiques et pertinentes.

Certains évoquent le syncrétisme, l'idée de mélanger nos traditions avec des influences extérieures. Après tout, l'Occident a laissé une empreinte durable ici. Pourquoi ne pas faire comme les Asiatiques, comme les Japonais, qui ont réussi à intégrer le progrès technologique à leurs propres valeurs ? Les Chinois le font aussi.

Cependant, nous devons reconnaître que nous disposons déjà en nous des instruments du changement. L'un des outils les plus puissants est notre langue – nos langues maternelles. Dans de nombreuses régions d'Asie, des pays ont impulsé le développement en utilisant leurs propres langues, prouvant ainsi que la science n'a pas besoin d'une langue « mondiale » pour prospérer.

Nous devrions commencer à intégrer cette réflexion dans nos pratiques agricoles, notre raisonnement scientifique en chimie et en biologie, et dans notre développement industriel au sens large. Cela exige une réflexion approfondie et une étroite collaboration entre le monde universitaire et les décideurs politiques. Il est nécessaire d'établir un pont – un échange continu d'idées et de valeurs – pour propulser l'Afrique vers une voie éclairée, significative et durable.

Doctorant à l'université GASDI (Osogbo), spécialisé dans les systèmes de connaissances indigènes.



L'appel de 10% pour tou·te·s. est une campagne, visant à sensibiliser les Etats sur la réduction de leurs dépenses militaires de 10%, pour financer les autres secteurs clés, pour le bien-être de la population. C'est aussi un mouvement mondial, une vision commune; « un appel pour renégocier notre avenir collectif », en travaillant ensemble au-delà des frontières, en explorant des approches collaboratives et en construisant une confiance mutuelle, nous permettant de créer un monde qui donne la priorité à la vie humaine, à un environnement sain et durable en vue d'une sécurité et une paix véritable et durable pour tous.

En effet, la campagne « 10 % pour tou·te·s » est une initiative de la Fondation Rosa Luxemburg (RLS) qui veut proposer une alternative pour l'amélioration de la sécurité mondiale. Il s'agit « d'un appel international à la réduction des dépenses militaires », emboitant ainsi le pas à « l'Appel Mondial pour un Dividende de la paix », initié depuis 2021 par une cinquantaine de prix Nobel.

Ainsi, la coalition de la campagne veut sensibiliser les Etats sur les coûts élevés des dépenses militaires à travers une campagne internationale, pour renforcer les budgets des autres secteurs clés. Les organisations derrière la campagne estiment que si les Etats arrivent à réduire leurs budgets militaires de 10%, ce montant pourrait faciliter le financement des autres secteurs importants comme, l'éducation, la santé, l'électricité, l'accès à l'eau potable etc.

Cette initiative arrive dans un contexte mondial d'insécurité qui pousse les Etats à s'armer pour assurer la défense de leur territoire et de leur peuple. Il est donc légitime que les États tiennent à renforcer la sécurité, en particulier du point de vue défensif. Dans le contexte ouest Africain, les Etats, principalement ceux du Sahel sont touchés par la question du terrorisme et cela fait plusieurs années que le Burkina-Faso, le Niger et le Mali font face à des attaques terroristes violentes avec des milliers de déplacés internes.

Cependant, nous notons toujours la progression de la pauvreté, les inégalités sociales, la violence, le coût élevé de la vie etc. les populations vivent dans des conditions très difficiles, qui traduisent clairement les conséquences négatives de la guerre et de l'utilisation des armes de combat. Alors qu'une réduction de "10 % des budgets militaires libérerait environs 271 milliards de dollars (SIPRI, 2024) dans tous les pays qui pourront servir à lutter contre le changement climatique, la pauvreté et la faim, et assurer à long terme une sécurité véritable, pour des milliards de personnes dans le monde" (document de l'appel 10 pour cent pour tou.te.s). Ainsi, si les jeunes et les femmes gagnent décemment leur vie par exemple, ils ne se verront pas obligés de se tourner vers des activités illicites qui pourront occasionner des actes de violence et de destructions.

Par ailleurs, il s'agit d'un mouvement de justice sociale, qui appelle les Etats à penser à réorienter les dépenses militaires vers la sécurité sociale. Il faut une nouvelle approche dynamique de la paix car les conséquences économiques des dépenses militaires massives engagées dans le cadre de la lutte contre les nouvelles menaces à la paix et à la sécurité peuvent avoir des répercussions sur les investissements sociaux et économiques prioritaires dans les pays en développement.

En effet, la réduction des dépenses militaires permettrait aux Etats de subvenir aux besoins sociaux de leurs populations.

Engager des dépenses militaires au détriment d'autres priorités susceptibles de favoriser le développement socio-économique revient à faire peser une menace sur la paix et la sécurité des Etats concernés. Car, les personnes désœuvrées sont plus susceptibles d'être recrutées par des terroristes et autres groupes armés clandestines.

La réduction des dépenses militaires des pays en développement leur permettrait d'affecter ce budget à d'autres dépenses, et donc d'être moins dépendants vis-à-vis de l'aide internationale.

Il faut aussi noter que le recours systématique à l'armement de pointe n'est pas une condition préalable à la paix et à la sécurité. D'où l'importance de revoir cette manière de faire en investissant plus dans la sécurité humaine.

Enfin, la campagne 10% pour tou·te·s. est une nouvelle approche proposée aux Etats pour améliorer la sécurité tout en prenant en compte le bien-être de leur population. Il s'agit d'organiser des campagnes, des plaidoyers au niveau local, régional et international ; de faire pression sur les personnes porteuses de décisions afin qu'elles puissent repenser leurs dépenses militaires en tenant compte des besoins réels de la population. Repensez la sécurité en mettant en avant l'intérêt des peuples.

La campagne 10% pour tou.te.s a été lancée officiellement via la plateforme Zoom le 23 mai 2025, avec plus de quatre-vingts participants provenant de trente pays, unis par un objectif commun : exiger que les gouvernements réaffectent au moins 10 % des dépenses militaires mondiales pour financer des initiatives sociales, environnementales et de consolidation de la paix. « 10% pour tou.te.s la vie humaine au centre des questions de sécurité ».

Enfin, le bureau RLS Afrique de l'Ouest a été représenté par Marie N'guettia, gestionnaire de programme à la première réunion mondiale « 10% pour tous », qui s'est tenue à San Jose, Costa Rica, du 3 au 6 avril 2025. Plus de 30 participants de différentes régions du monde ont assisté à la réunion de validation du document d'appel. L'objectif principal de la réunion était de clarifier le document d'appel à 10% et d'harmoniser les idées pour que toutes les parties prenantes s'alignent sur le projet et le plan d'action.



Angela Odah

ROSA LUXEMBURG FOUNDATION NIGERIA ET SES PARTENAIRES SOCIAL ACTION ET WE THE PEOPLE LANCEMENT DU PROJET INCLUDE NAIJA COFINANCÉ PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE

En avril 2025, la Fondation Rosa Luxemburg et ses partenaires Social Action et We the People ont lancé un projet de 3 ans (2025-2027), intitulé INCLUDE NAIJA - Inclusive Democracy and Empowerment Network for Active Youth in Nigeria (Réseau pour la démocratie inclusive et l'autonomisation de la jeunesse active au Nigeria).

Le projet est cofinancé par la Commission européenne au Nigeria. Le projet vise à promouvoir les droits humains fondamentaux des jeunes Nigérians et à renforcer leur participation aux processus démocratiques et de développement national.

Quatre universités ont été sélectionnées pour l'exécution des activités du projet dirigé par la Fondation Rosa Luxemburg au cours des trois prochaines années : l'Université d'Abuja, département des sciences politiques ; le Centre pour la paix et le développement, l'Université Veritas de Bwari ; le Centre d'études sur le genre, l'Université d'État de Nassarawa à Keffi et le Centre d'études sur le genre, l'Université Bayero de Kano.

Cinq activités de formation et des visites de sensibilisation auprès de parties prenantes sélectionnées, telles que les administrations universitaires, les chambres d'assemblée nationales et d'État et le ministère fédéral de la condition féminine et du développement social, sont prévues chaque année pour des étudiants sélectionnés dans chaque université.

Un atelier de renforcement des capacités démocratiques destiné à 50 étudiants issus de trois universités (20 étudiants de l'université d'Abuja, 15 étudiants de l'université Veritas et 15 étudiants de l'université de l'État de Nassarawa) doit être organisé chaque année. Les trois universités accueilleront à tour de rôle l'atelier de renforcement des capacités démocratiques.

Une session interactive de mentorat sera organisée dans chacune des quatre universités afin de créer une plateforme permettant aux dirigeants des syndicats d'étudiants et aux futurs dirigeants des syndicats d'étudiants de chaque institution d'interagir avec deux mentors féminines. Les mentors à sélectionner sont des femmes qui ont été des membres actifs de syndicats d'étudiants pendant leurs études universitaires et qui sont devenues des acteurs prospères dans divers domaines de l'activité humaine et de la politique. Quatre-vingts étudiantes doivent être formées chaque année dans le cadre du projet de mentorat.

Mise en œuvre du projet RLS jusqu'à présent

L'atelier de renforcement des capacités démocratiques pour 2025 s'est tenu le 24 juin 2025 au département des sciences politiques de l'université d'Abuja. Les intervenants à l'atelier étaient le Professeur Yusuf Zoaka du Département des Sciences Politiques de l'Université d'Abuja, le Dr. Hauwau Mainoma du Centre d'études sur le genre de l'Université de l'Etat de Nassarawa, le Dr. Chibugo Lebechi de l'Université Veritas de Bwari et Dame Ene Edeh de Equity Advocates.

En outre, deux sessions de mentorat interactif ont été organisées le 11 juin 2025 à l'université Veritas de Bwari et le 30 juin 2025 à l'université d'Abuja. Lors de la session de mentorat interactif de l'Université Veritas, les mentors étaient le camarade Ene Obi, ancien président du syndicat étudiant de l'Université de Jos et ancien directeur national d'Action Aid Nigeria. Le second mentor était la camarade Hauwa Mustapha, ancienne syndicaliste étudiante à l'université Ahmadu Bello de Zaria et actuellement chercheuse au Nigeria Labour Congress. Dame Ene Ede a fait une présentation sur l'importance du mentorat.

Les mentors de la session interactive de mentorat qui s'est tenue au département de sciences politiques de l'université d'Abuja étaient Barrister Comfort Idika Ogunye, ancienne présidente de NANs pour la session 1995/1996 et fondatrice du Female Leadership Forum (FLF). Le second mentor était le Dr Fatima Hassan, ancienne vice-présidente de l'association des étudiants de l'université de Jos et ancienne directrice générale de la Commission nationale des femmes.

Prochaines Activités

Les deux autres ateliers de mentorat pour 2025 sont prévus pour le 17 juillet 2025 au Centre for Gender Studies, Nassarawa State University et le 25 juillet 2025 au Centre for Gender Studies Bayero University Kano. Nous attendons avec impatience des sessions interactives et percutantes avec les étudiants lors des prochains événements.